

Les prix de l'énergie flambent !

18 janvier 2023

L'Énergie flambe, des foyers souffrent, mais des actionnaires du secteur se goinfrent...

Si on cherchait ensemble l'erreur et évoquions les remèdes possibles ?

INDECOSA-CGT est engagée aux cotés des consommateurs et tout particulièrement des usagers de tous les secteurs de l'énergie.

Les débats en cours sur la flambée du KWh électrique ne nous surprennent pas, voire sont irritants pour les acteurs que nous sommes, sur ses origines.

En effet, les points presse sur le sujet évoquent trop peu souvent les trois dimensions essentielles qui établissent que l'électricité ne peut être considérée comme un produit de consommation courante.

Pour INDECOSA-CGT, l'électricité doit surtout être, à nouveau et sans délai, reconnue comme un bien public, essentiel, universel, accessible, quelle que soit votre situation sociale. L'électricité est un vecteur de bien-être et de démocratie.

Nous ne pouvons que féliciter les trop rares journalistes qui osent en rappeler les fondamentaux.

L'électricité ne se stocke pas et le rappeler met en exergue les fonds très conséquents nécessaires qu'il faut consacrer à la recherche.

Cette dernière devant permettre de trouver des modes de production, de stockage, afin de faire face à l'intermittence et les aléas climatiques qui ne peuvent être assurés par les ENR (Energies Renouvelables) d'une part et faire face aux hausses d'appel de puissance en période hivernale d'autre part. Tout en respectant les objectifs d'abandon de l'énergie carbonée et l'abandon raisonné du nucléaire, le réseau électrique ne peut résister aux hausses et aux baisses d'appel de puissance, et peut se rompre jusqu'à effondrement. C'est l'effet château de

cartes.

Le RTE (Établissement Industriel en charge d'un service public, issu de la filialisation d'Edf) responsable de la conduite du réseau est un opérateur commun qui assure le bon acheminement des régions de toute l'Europe, des villes, et des grands groupes industriels. Ce qui fonde le caractère universel de l'électricité repose bien sur le fait qu'en son absence tout citoyen ne peut vivre décemment du fait de la dégradation de son hygiène de vie.

De plus, l'absence d'accès à l'électricité à un niveau de puissance appropriée pour vivre, incite à la fraude, au recours à des modes de production de substitution en marge de tout dispositif de sécurité (exposition au risque électrique et monoxyde de carbone), voire au communautarisme...

Pour rappel, le médiateur national de l'énergie a précisé qu'il faudrait doubler le montant moyen du chèque énergie pour qu'il atteigne 300 € au lieu de 150 € actuellement.

L'observatoire de la précarité énergétique indique que les aides nécessaires pour sortir l'ensemble des citoyens de la précarité énergétique s'élèveraient à 3,1 milliards d'€/an soit 710€/logement/an. Et qu'une augmentation de 10% des prix de l'énergie conduirait plus de 400 000 ménages supplémentaires à une situation de précarité. Enfin, selon le 10^e baromètre du pouvoir d'achat Cofidis, les Français estiment manquer de 467 euros par mois en moyenne pour vivre sans se soucier de leur budget. L'enquête en 2019 de la Drees montrait que les Français considéraient que l'on vit décemment avec 1760€ net/mois.

Depuis l'ouverture à la concurrence et la libéralisation du secteur de l'énergie, les prix d'électricité ou de gaz sont à la hausse en France mais également partout en Europe. Le gouvernement espagnol a décidé de baisser de moitié le taux de TVA sur l'électricité de 21% à 10% tant que les prix sur le marché de gros resteront élevés. Cette mesure concerne environ 612 000 ménages. Dernièrement, la coalition de gauche au pouvoir à Madrid a décidé une baisse temporaire de l'impôt spécial sur l'électricité payé par les entreprises et particuliers de 5.11% à 0,5%.

Pour INDECOSA-CGT Énergie, la proposition du gouvernement d'ouvrir davantage aux 35 fournisseurs privés l'accès à l'Arenh (Accès Régulé à

l'Electricité Nucléaire Historique) privera Edf de 8 milliards de capacité de recherche, de production, de maintenance du parc de production. Au-delà du non-sens industriel, nous sommes obligés de dénoncer que le gouvernement procède à une vente des bijoux de famille comme lors de la privatisation d'Edf. Autrement dit, en privant le premier opérateur mondial du secteur Edf, dont l'actionnaire principal est l'état à hauteur de 83,68%, c'est à dire vous, citoyens, le gouvernement procède à une spoliation de biens publics.

D'autres solutions sont possibles.

- Réhabiliter des boutiques de proximité, car les start-ups que sont les 35 fournisseurs exploitent des opérateurs téléphoniques sous-payés qui gèrent simultanément d'autres produits marchands tels que la téléphonie, ou autres...
- Créer une tranche tarifaire sociale à partir d'un kWh détaxé à l'image de ce que le parlement espagnol a voté.

En Conclusion : À l'ouverture du débat parlementaire sur le projet de loi sur le développement des énergies renouvelables, qui sera à n'en pas douter, une nouvelle spoliation de biens fonciers dédiés au profit d'une minorité (les magnats de la finance, Total Energies, etc.) au détriment d'une majorité, l'ensemble des usagers de l'électricité et du gaz (PME/PMI, artisans, domestiques), ne devons-nous pas être acteurs d'un large débat mobilisateur sur un possible autre système énergétique. Celui-ci devra reposer sur un service public de proximité faisant de l'utilisateur un véritable abonné et non pas un client, ou un consommateur entièrement à part.

Pour le « COLLECTIF ÉNERGIE » INDECOSA-CGT

Pascal TOZZI

INFO Énergie N°1/17 janvier 2023